

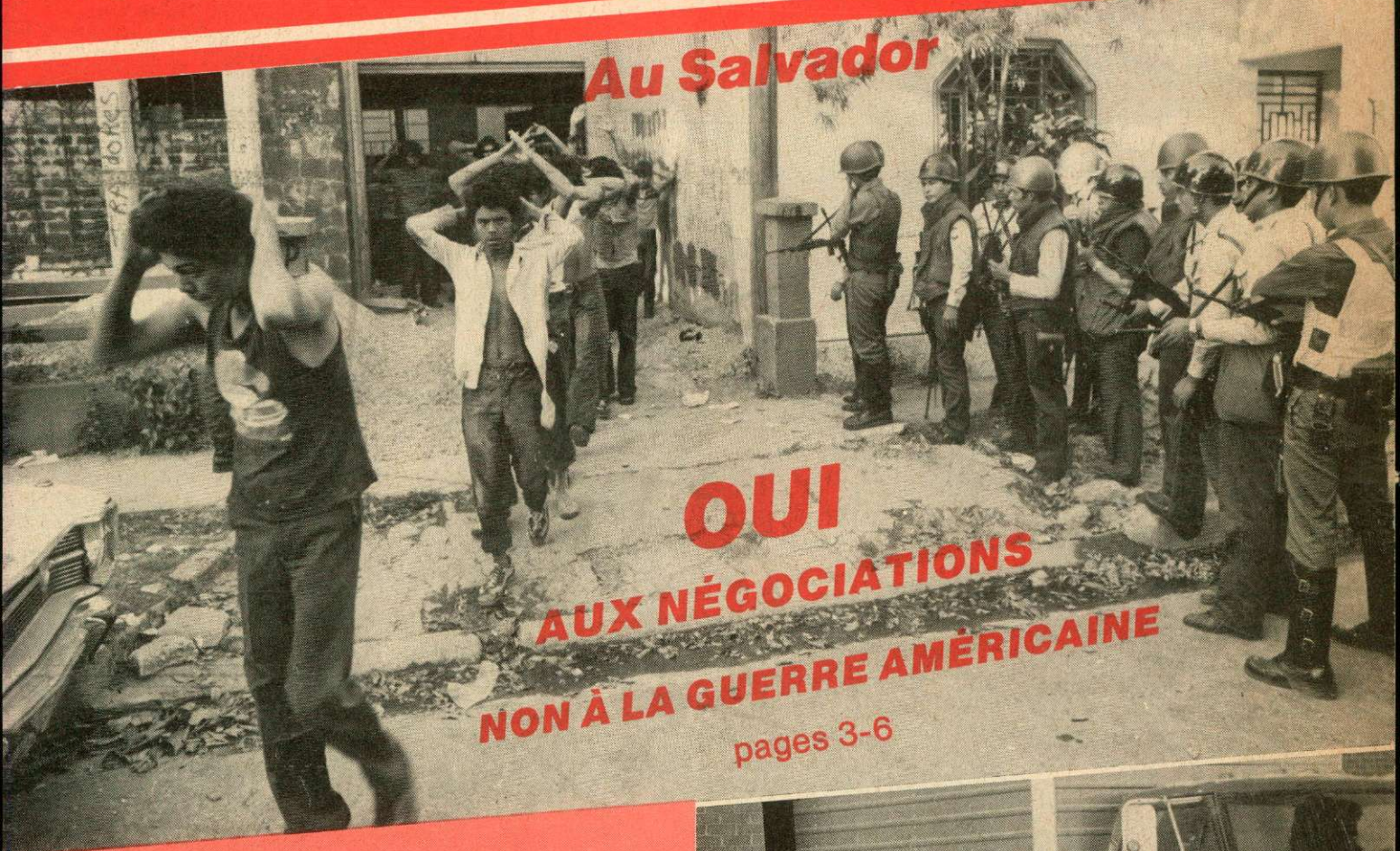


service de l'information (514) 598-2155
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

CSN no 142

semaine du 27 novembre
au 3 décembre 1981

nouvelles csn



Au Salvador

**OUI
AUX NÉGOCIATIONS
NON À LA GUERRE AMÉRICAINE**

pages 3-6

**la fin des contingentements
menace les emplois
dans l'industrie
de la chaussure de cuir**

pages 7-9





agenda du mouvement

décembre

- 2 **Conseil central de Montréal** assemblée générale
- 2-3 **CSN** réunion du comité inter conseils centraux
- 4-5 **Conseil central de Drummondville** congrès régulier
- 4 **CSN** réunion du comité de la condition féminine
- 3-5 **FSMMP** bureau fédéral
- 4-5 **FESP** bureau fédéral
- 5-7 **Commerce** bureau fédéral
- 5-6 **condition féminine** session de formation sur le travail à temps partiel
- 7 **CSN** bureau confédéral spécial, à Montréal
- 7 **SECSN** réunion conjointe du comité exécutif et du comité du bilan
- 9-12 **CSN** conseil confédéral élargi sur la crise économique
- 10 **SECSN** réunion du comité de l'équipe-ressource
- 13 **SECSN** réunion du comité exécutif
- 16-17 **FPSCQ** bureau fédéral, à Montréal
- 14-18 **formation des salarié-e-s** session sur la direction de grèves

janvier

- 13-15 **CSN** rencontre élu-e-s et salarié-e-s

mai

- 23-29 **CSN** congrès confédéral régulier, au centre municipal des congrès, à Québec.

ATTENTION À L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Dans son discours d'ouverture du dernier congrès de la CSN, Norbert Rodrigue soulignait l'importance des nouvelles stratégies patronales qui réorganisent le travail dans les usines, les bureaux, même les hôpitaux afin de contrer l'action des syndicats. Plusieurs bureaux spécialisés en relation de travail, même des groupes d'étude dans les Universités conseillent cette offensive qui prend plusieurs formes.

La plus radicale est bien entendue celle dont rêvent tous les patrons: remplacer les travailleurs et les travailleuses par des machines.

On introduit des ordinateurs, des machines à commande numérique. On automatise des opérations, ce qui conduit à des coupures de postes et à des mises à pied.

D'autres solutions sont donc nécessaires et les possibilités sont multiples. Certains employeurs développent le travail à temps partiel comme moyen pour affaiblir le militantisme syndical. D'autres favorisent l'octroi de contrats à des sous-traitants, excluant ainsi une partie des opérations du champ d'application de la convention collective.

Plusieurs tentent de passer par dessus la tête du syndicat pour modifier des conditions de travail, sous prétexte qu'il s'agit d'améliorer la "Qualité de Vie au Travail" (la fameuse QVT). On réamé-

nage les lieux de travail, on prétend "enrichir" les tâches, rendre les travailleurs plus autonomes de la chaîne de montage; on engage des psychologues industriels, organise des rencontres amicales, on propose toute sorte de formules de participation (participation au financement de l'entreprise, représentants au conseil d'administration, ristournes sur les bénéfices, etc...); bref on cherche à intégrer les travailleurs à l'idéologie de l'entreprise, tout ceci dans le but de faire croire qu'un syndicat est inutile, que la paix industrielle des boss est préférable à la confrontation des syndicats.

Actuellement, un groupe d'étude est à faire l'inventaire des problèmes que rencontrent les syndicats CSN face à toutes ces initiatives patronales dans le domaine de l'organisation du travail. Des sessions d'information articulées aux réalités vécues dans la centrale sont prévues après les fêtes.

Pour aider à compléter cette étude, nous demandons aux syndicats qui sont au prise actuellement avec des problèmes de changements technologiques, avec le développement de la sous-traitance, du travail à temps partiel, voire du travail à domicile, avec des programmes patronaux de "Qualité de Vie au Travail" (QVT), de communiquer pour information à la CSN à Montréal avec l'une des personnes suivantes:

Michel Doré, service d'Éducation (514) 598-2226
Jocelyne Everell, service du Génie Industriel 598-2163
François Lamarche, service de recherche 598-2178

L'équipe nouvelles csn

rédaction: Jean-Noël Bildeau, Guy Ferland, Jacques Gauthier, Henri Jalbert, Luc Latraverse, Jean-Pierre Paré, Gaston Pouliot, Michel Rioux.

diffusion: Suzanne Gloutnez, André Sauvé.

secrétaire: Louise Filteau.

télécommunications: Jeanne Belzil, Bérangère Marchand.

photographie: Pierre Gauvin-Evrard, Louise de Grosbois, Christian Poveda, François Rivard, archives CSN

collaboration: Jean-Marc Phaneuf, Garnotte.

nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleurs et des travailleuses.

Composé, monté et imprimé par les travailleurs et travailleuses de Interlitho Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.



À la conférence syndicale internationale de solidarité avec le peuple du Salvador

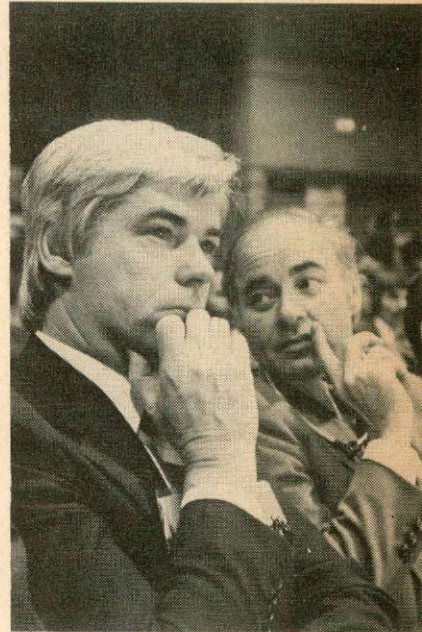
NOUS DEVONS APPUYER CONCRÈTEMENT LE PEUPLE DU SALVADOR

Réuni(e)s à Montréal, les 27, 28 et 29 novembre derniers, quelque 300 délégué(e)s, dont une soixantaine provenaient de l'étranger, ont lancé un appel aux organisations syndicales du monde pour qu'elles appuient le peuple salvadorien dans sa lutte de libération contre la junte militaire et l'impérialisme américain.

Organisée conjointement par la CSN et la CEQ, en collaboration avec le Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO), la conférence a permis à plusieurs personnalités politiques de s'exprimer. Étaient présents, entre autres, Bruce Cameron, assistant-spécial auprès du Congressman Démocrate Américain, Thomas Harkin, très actif dans le dossier de l'Amérique Centrale, Vincent Noël, vice-ministre au développement de la Grenade et Gérard Godin, ministre de l'Immigration et des communautés culturelles du Québec. Pour sa part, l'Archevêque de Guernavaca (Mexique) Mgr Sergio Mendes Arceo a fait parvenir un long télégramme aux organisateurs de la conférence pour témoigner de son appui au peuple salvadorien. Mgr Arceo, qui n'a pu assister à la conférence, ayant été hospitalisé le jeudi précédent, prolonge l'oeuvre de l'Archevêque Oscar Romero, assassiné par l'extrême droite salvadorienne.

Dans son discours d'ouverture de la conférence, le président de la CEQ, Robert Gaulin, a souligné que le mouvement syndical québécois et international se devait de prendre position sur la conjoncture salvadorienne et sur les effets qu'elles peuvent engendrer dans la région immédiate et au niveau international.

"Depuis toujours, nous avons eu comme intérêt d'unir nos efforts pour mieux nous opposer à la montée des forces politiques répressives qui, sous le couvert du fascisme, de l'impérialisme, du néolibéralisme, tentent constamment de préserver les privilèges du capital aux dépens de la démocratie et des droits de la personne humaine." Soulignant que les États-Unis déstabilisent les économies nationales d'Amérique Latine pour mieux les dominer, Robert Gaulin a conclu son intervention en disant qu'il était nécessaire "de développer en nos rangs, une mobilisation importante pour nous solidariser concrètement avec les travailleurs et les travailleuses du Salvador".



4 nouvelles csn

Prenant la parole par la suite, le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Gérald Godin, a affirmé "que seule la mobilisation de l'opinion publique internationale permettrait de briser le mur du silence qui entoure la tragédie du Salvador". Rendant à deux occasions un hommage particulier à son prédécesseur Jacques Couture, M. Godin a souli-



gné que son gouvernement était intervenu auprès du fédéral pour l'établissement d'un programme spécial d'accueil des réfugiés salvadoriens. L'interlocuteur du gouvernement québécois a estimé que l'aide sur place permet de soulager directement la misère des salvadoriens et a l'avantage de leur assurer une certaine protection, via la présence d'organismes internationaux.



Les interventions

Les délégué(e)s ont pu entendre un rapport de première source sur la perception de Washington de la part de Bruce Cameron, assistant spécial du congressman Tom Harkin, démocrate de l'Iowa, un des principaux défenseurs des droits de l'homme à la Maison Blanche. M. Cameron, parlant de l'administration Reagan, l'a qualifiée d'administration la plus belliqueuse et guerrière qu'il ait connue.

Monsieur Cameron a affirmé que le Département d'État américain est organisé à l'échelle mondiale pour minimiser et dénigrer la FDR-FMLN (Front démocratique révolutionnaire



— Front Farabundo Marti pour la libération nationale, union de gauche sous laquelle le peuple s'est regroupé pour lutter contre la junte militaire). Il a précisé que la pression exercée par les forces progressistes aux États-Unis et ailleurs a jusqu'ici réussi à limiter l'intervention du Salvador. Le comité des affaires étrangè-

res de la Chambre des représentants vient d'adopter une motion appuyant le principe de discussion sans condition entre le FDR-FMLN et la junte militaire, a dit M. Cameron.

Ce comité a également



APPEL DE MONTRÉAL AUX ORGANISATIONS

Au terme de trois jours de débats, les membres de 36 délégations provenant de 18 pays (Costa Rica, Cuba, El Salvador, Finlande, France, Grenade, Grève, Guadeloupe, Guyane, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Puerto Rico, Uruguay, Canada, Maroc, Pérou, États-Unis)* ont adopté "l'appel de Montréal aux organisations syndicales du monde", dont voici le texte final.

Face au refus des régimes dictatoriaux militaires successifs au pouvoir depuis 1931 au Salvador de changer pacifiquement la situation de misère, d'exploitation, d'analphabétisation, de violation des droits de l'Homme et des droits syndicaux et la négation de l'exercice de la

démocratie, les travailleurs et le peuple du Salvador ont dû recourir à la lutte armée pour se libérer de l'oppression et la répression dont ils sont victimes. Parmi les victimes de choix des régimes répressifs figurent de nombreux syndicalistes et paysans.

Les travailleurs et le peuple du Salvador désirent la paix et, pour y arriver, nous proposons par l'intermédiaire de leur représentant légitime, le FMLN-FDR, une solution politique ayant pour objectif la fin de la guerre et l'établissement d'un nouvel ordre économique et politique. Cette solution politique proposée par le FMLN-FDR et soutenue par le comité d'unité syndicale (C.U.S.) et le comité d'unité paysanne du Salvador (C.U.C.E.S.) est fondée sur les principes généraux suivants:

- 1) négociations bilatérales FMLN-FDR et la junte;
- 2) elles seront menées en présence de gouvernements témoins;

- 3) elles auront un caractère global;
- 4) le peuple salvadorien sera informé de tout le déroulement;
- 5) elles seront entamées sans qu'aucune des parties établisse des conditions préalables.

La légitimité de la lutte du peuple salvadorien, la représentativité politique du FLMN-FDR, ainsi que la nécessité d'une solution politique négociée, fondée sur le respect du droit à l'autodétermination, la souveraineté et l'indépendance sont de plus en plus largement reconnues dans l'opinion publique mondiale. Nous nous réjouissons que cette reconnaissance s'exprime par des prises de position de nombreux gouvernements, et en particulier les gouvernements de la France et du Mexique et souhaitons que ce mouvement s'amplifie. Ce soutien solidaire revêt un caractère d'urgence. En effet, comme le peuple du Salvador avance dans sa lutte pour sa libéra-

* Ceux et celles qui désirent se procurer la liste des délégué(e)s participant(e)s et le nom de leur organisation peuvent le faire en s'adressant au secrétariat du CISO.

mis en garde le secrétaire d'État Haig de ne s'engager dans aucune action précipitée sans consulter au préa-

lable le congrès américain. Des ententes ont déjà été conclues sur l'octroi d'une aide militaire supplémentaire de 30 à 70 millions de dollars pour l'année 1982.

"La seule façon de mettre fin à la violence, affirme M. Cameron, est de faire des pressions sérieuses pour la tenue des négociations. C'est une sinistre

blague que d'inviter le FDR-FMLN à déposer les armes et à se livrer à la miséricorde de l'armée salvadorienne".

Une autre intervention a été celle de Théodore Stathis, un député du Parti socialiste qui vient de prendre le pouvoir en Grèce, le mouvement socialiste Pan-Hellénique PASOC. Stathis a pressé les délégué(e)s d'entreprendre des actions concrètes pour s'opposer à l'intervention américaine au Salvador. Le peuple grec a lui aussi vécu une dictature militaire qui a torturé et emprisonné tous les progressistes. Pour cette raison, il est très sensible aux souffrances du peuple salvadorien. Il a incité les autres délégué(e)s grec(que)s à la conférence de faire rapport des résolutions finales à leur retour en Grèce, pour que le gouvernement puisse agir sans délai.



SYNDICALES DU MONDE

tion et son autodétermination, malgré le soutien politique, et économique et militaire apporté à la junte militaire dirigée par Napoléon Duarte de la part du gouvernement impérialiste américain et ses alliés en Amérique Latine, celui-ci multiplie les ingérences et les menaces d'agression armée au Salvador, à Cuba, au Nicaragua, à Granada et dans d'autres pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Face à cette situation susceptible de mettre en danger la paix mondiale, nous en appelons à tous les travailleurs et à tous les peuples du monde et en particulier à celui des États-Unis pour qu'ils dénoncent les ingérences américaines et agissent pour empêcher toute nouvelle intervention armée dans la région.

De même, sur la base de l'aspiration universelle aux droits de l'Homme et en particulier des droits syndicaux et au progrès économique et social, nous invitons toutes les organisations syndicales

du monde, ainsi que les centrales syndicales internationales et régionales à exprimer la solidarité des travailleurs du monde envers les organisations syndicales du Salvador en particulier:

1- En appuyant leurs exigences:

1.1) la libération des prisonniers politiques et des dirigeants syndicaux;

1.2) le droit d'organisation et de syndicalisation des paysans, des employés des services publics et municipaux;

1.3) abrogation de l'état de siège qui empêche la réalisation des droits syndicaux et des droits individuels du peuple en général;

1.4) le droit de grève;

1.5) la fin des attentats contre les établissements des fédérations et des syndicats;

1.6) l'arrêt de la persécution dirigée contre les dirigeants syndicaux et les organisations paysannes;

1.7) l'arrêt du génocide;

2- En favorisant l'information des travailleurs et des peuples sur la situation actuelle au Salvador et en s'appuyant sur les objectifs concrets de solidarité mis de l'avant par le C.U.S. et le C.U.S.E.S.

3- En suscitant des initiatives concrètes de solidarité politique et matérielle.

4- En organisant dans les meilleurs délais une semaine d'action au niveau international en appui à la lutte des travailleurs et du peuple salvadorien selon les modalités propres à chaque organisation.

5- En invitant les organisations syndicales à promouvoir lors de la prochaine conférence de l'O.I.T. une rencontre internationale de solidarité avec les travailleurs du Salvador.

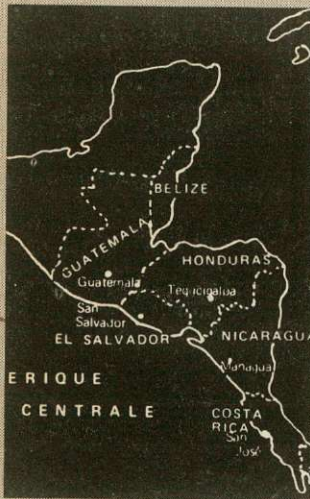
6- En condamnant l'intervention impérialiste américaine au Salvador.



La situation au Salvador

L'un des objectifs de la conférence était de faire connaître au plus grand nombre de personnes possible la situation qui sévit au Salvador. Nouvelles CSN publie donc quelques statistiques susceptibles d'illustrer la nécessité de donner suite à l'appel de Montréal aux organisations syndicales du monde.

El Salvador: un pays à sauver du massacre



Résister, se développer, avancer

Le FMLN a acquis une capacité politique et militaire, et remporté des victoires significatives, alors que le pouvoir de la junte s'affaiblit.

Douze zones sont sous le contrôle du Front. C'est le tiers du territoire national. "C'est un gain important, disait un responsable des relations internationales du Front, quand nous savons que nous consolidons le pouvoir populaire local dans les zones sous contrôle des forces révolutionnaires. Nous voulons organiser la vie sociale et politique de ces populations selon les normes et les lois révolutionnaires". À chaque jour, embuscades, barricades, sabotage. La presse a parlé de l'importance pour les forces révolutionnaires d'avoir dynamité le "Puente del Oro". Ce pont est situé sur la route du littoral qui unit le Salvador avec les autres pays du nord et du sud.

Le peuple du Salvador n'est pas seul

Comme le disait Ana Castillo, représentante du Front démocratique révolutionnaire au Québec "Notre maturité et notre capacité politico-militaire ont déjà été reconnues au niveau international et se manifeste dans la déclaration franco-mexicaine qui nous reconnaît comme étant une force politique représentative du peuple salvadorien. Cette déclaration a reçu l'appui de pays tels que la Norvège, la Suisse, la Hollande, l'Irlande, Panama, Granada, Nicaragua, Autriche, Algérie, la Yougoslavie, la Syrie. Elle a également reçu l'appui d'organismes internationaux, de l'Internationale socialiste, de nombreuses institutions, syndicats et personnalités au niveau mondial."

El Salvador, petit pays de l'Amérique Centrale. 70 fois plus petit que le Québec.

Population: 4 600 000 habitants: 60% de paysans, 40% de citoyens.

Sa base économique: l'agro-exportation du café (3^e producteur au monde), du coton, du sucre.

Principal partenaire commercial: Les États-Unis.

Réforme agraire en 1979: Réclamée par les paysans mais réalisée par les experts américains sur un modèle expérimenté au Vietnam pour briser la montée des luttes populaires; elle ne touchait pas à la production du café ni aux grands propriétaires. Résultat: échec complet.

Aujourd'hui: la situation est intolérable

C'est le déséquilibre total de l'économie:

- **la chute des investissements:** les investissements privés baissent de 20% en 1980;
- **la baisse de la production:**
 - le produit national brut décroît de 8,7% entre 1979 et 1980;

- la production de café en 1980 en baisse de 36% en comparaison de 1979;

- **les fermetures d'usines:**
 - 29 usines en 1979;
 - 113 usines en 1980;

- **fuite des capitaux:**
 - en 1980, 400 million de dollars sont sortis du pays;
 - il n'y a plus de réserves nationales;
 - le déficit national sera de 600 millions de dollars pour le premier semestre de 1981;

- **l'état de misère de la population s'aggrave:**

- la hausse du coût de la vie monte en flèche en 1980;
- plus de 75% de la population n'a pas de quoi se nourrir adéquatement;
- la grande majorité des enfants souffrent de maladies causées par la mauvaise nutrition;

- les riches quittent le pays pour aller sur les plages de Miami;

- Duarte demande sans cesse de l'aide pour se maintenir au pouvoir. Il a reçu des États-Unis et d'institutions financières internationales:

- en 1979: 79,3 \$ millions
- en 1980: 183,9 \$ millions
- en 1981: 464,9 \$ millions

Dernièrement, CISO recevait une lettre de la Fédération d'unité syndicale salvadorienne nous décrivant la situation de répression vécue dans chaque syndicat. Un exemple: l'arrestation des 600 participants(es) à la soirée culturelle pour célébrer l'anniversaire du Syndicat Sicafe. Par la suite, 30 de leurs dirigeants furent tués et 66 sont disparus.

Un autre exemple: comme l'a montré le journaliste Jean Bédard au téléjournal de Radio-Canada les 10 et 11 novembre dernier, des enfants rencontrés dans un camp de réfugiés aménagé dans la cour de l'archevêché de San Salvador, portaient des marques très nettes de torture.

Dans les villes comme dans les campagnes: le peuple est pris en otage.

Le bilan des victimes durant ces deux dernières années 1979-80: 30 000 assassinats. Tout cela se passe avec la participation d'experts militaires envoyés par l'administration Reagan avec des mercenaires (surtout d'anciens gardes somozistes du Nicaragua) qui combattent au sein de l'armée.

DOSSIER

CHAUSSURE DE CUIR

OTTAWA VEUT TUER L'INDUSTRIE LOCALE

Sous prétexte que l'industrie canadienne de la chaussure de cuir est maintenant suffisamment forte pour faire face à la concurrence étrangère, le gouvernement fédéral vient d'abolir, le premier décembre dernier, les contingentements à l'importation qui protégeaient cette industrie. Sur quoi le gouvernement d'Ottawa s'est-il appuyé pour porter un tel jugement? Nous ne le savons pas. Nous avons, par contre, d'autres données à fournir au débat.¹

Fin des contingentements: perte d'emplois

L'industrie de la chaussure de cuir faisait travailler, il y a trois mois à peine, plus de 15,500 travailleurs et travailleuses au Canada, dont plus de 6,500 au Québec. Or, depuis trois mois, devant l'imminence de la fin des contingentements, plus de 3,000 emplois sont disparus dans la chaussure. Chez les membres de la CSN seulement, plus de 600 des 1,300 qui sont syndiqués et qui étaient au travail en juin avec nous ont été mis-à-pied.

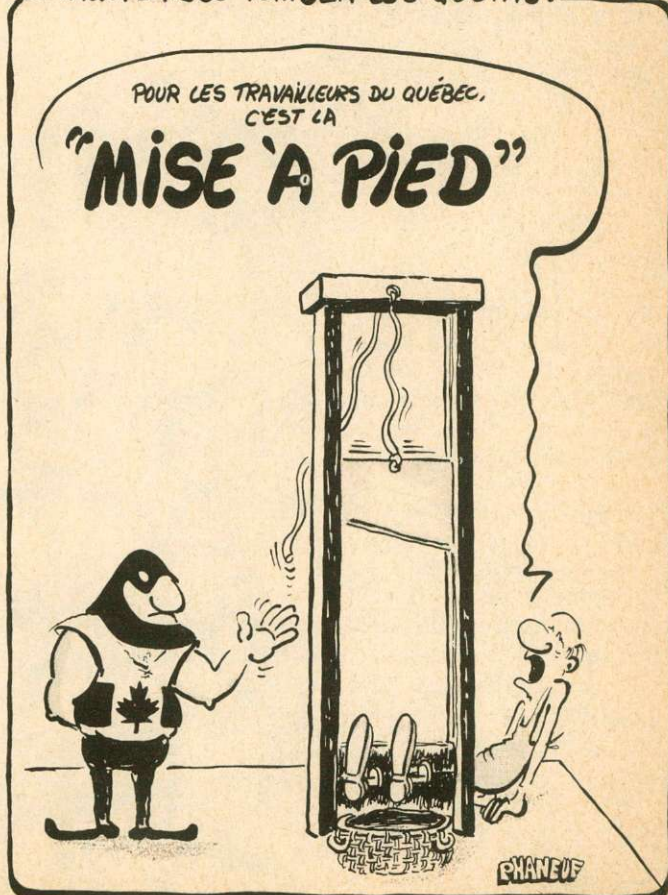
Et selon tous les intervenants québécois du secteur, patrons et employés, d'autres emplois disparaîtront bientôt en grand nombre si le gouvernement ne revient pas sur sa décision. Bref, c'est l'existence

même de l'industrie de la chaussure de cuir au Canada qui est menacée.

Une rencontre de tout le secteur

Devant cet état de crise et l'urgence de la situation, le ministre québécois de l'industrie et du commerce, Rodrigue Biron, a convoqué, samedi le 28 novembre dernier, tous les intervenants de l'industrie à une rencontre. Plus de 150 personnes s'y sont rendu, dont une douzaine représentaient la CSN et les syndicats CSN du secteur de la chaussure de cuir. La rencontre a été fructueuse, tous s'accordant à condamner la décision du fédéral. Il a donc été décidé de former un groupe de travail et de pression permanent afin de développer des actions face aux politiques fédérales.

L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE:
OTTAWA LAISSE TOMBER LES QUOTAS!



¹ La CSN, dans ce dossier comme dans celui du vêtement et du textile, travaille en collaboration avec la Confédération des syndicats canadiens, dont fait partie Madeleine Parent, et avec le groupe de chercheurs Gatt-Fly, qui est parrainé par les Églises canadiennes.



La position de la CSN

Dans la chaussure comme dans le vêtement et dans le textile, la position de la CSN est claire: il faut maintenir l'industrie canadienne dans ces secteurs, la protéger, l'aider à se développer même. Pour y parvenir, deux moyens principaux: d'abord favoriser la matière première de source canadienne puis maintenir les contingentements à l'importation sur tous les types de chaussures. Ceci dans le but d'aider l'industrie locale à reprendre la part du marché qu'elle a perdue depuis quelques années.

Ce qu'il y a de tragique dans la décision fédérale de lever les contingentements, c'est qu'au contraire elle va précipiter le démantèlement de l'industrie de la chaussure en cuir alors que justement, depuis quelques années, le gou-

vernement du Québec, lui, avait investi plusieurs millions de dollars dans le redressement de ce secteur autrefois jugé mou: abolition de la taxe de vente, aide aux compagnies, principalement par le biais du programme **innovation-chaussure**, grâce auquel a particulièrement été travaillé le style des chaussures.

Et en fin de compte, que

se passe-t-il? Tout ce patient travail de reprise en main d'un marché local est saboté. Pourquoi?

Des contingentements égaux pour tous

Nous pouvons trouver un élément de réponse à cette question en cherchant à voir pourquoi il n'y a que les chaussures en cuir qui

ne soient plus protégées alors que les contingentements sur les autres types de chaussures (toile, vinyle, plastic, coton...) sont appliqués pour la première fois. Le Gouvernement fédéral n'a pas répondu clairement à cette question, on s'en doute, mais l'analyse de la provenance de ces différents types de chaussures peut-être nous donner quelques indices. Les chaussures de toile et vinyle, pour lesquelles les contingentements ont été maintenus, nous viennent majoritairement des pays du tiers-monde; les chaussures de cuir, pour lesquelles les contingentements ont été levés, les frontières canadiennes ouvertes, nous viennent des pays industrialisés, anciens (Italie, Espagne ou USA) ou nouveaux (Corée du sud, Brésil ou Taiwan).

Est-ce donc dire qu'il y aurait "**deux poids, deux mesures**" dans les déci-

sions du gouvernement fédéral?

C'est possible, surtout si l'on considère que ce sont principalement des multinationales qui contrôlent le marché des pays industrialisés. Le gouvernement fédéral craindrait donc les représailles, du gouvernement américain d'abord, s'il contingentait cette industrie.

D'ailleurs, ces compagnies, fabricants ou commerçants, semblent prêts à faire feu de tout bois. Le bruit qui court sur l'utilisation des recherches et des résultats d'**innovation-chaussure** par ces multinationales a de quoi nous laisser songeur sur leur honnêteté. À ce qu'il semble, les résultats obtenus suite au programme gouvernemental (nouveaux modèles de chaussures en cuir) seraient pris, amenés en Corée du sud, au Brésil ou à Taiwan, copiés puis revendus au même prix que s'ils



avaient été produits au Canada. À qui profiterait ce trafic? Aux travailleurs et travailleuses du secteur qui sont mis-à-pied? Sûrement pas! Aux consommateurs? Non plus... et jamais, pourrions-nous dire, car ce n'est pas lorsque l'industrie canadienne aura été étouffée qu'il aura quelque recours. Les producteurs importateurs, et grandes chaînes de vente? Sans

doute, car ce sont leurs profits qui augmentent lorsqu'ils agissent ainsi.

Quoi qu'il en soit, ce que la CSN réclame, c'est que les contingentements soient égaux pour tous, pays industrialisés ou pays du tiers-monde, afin que chacun puisse développer la production locale axée sur la satisfaction des besoins locaux.

Le tribunal anti-dumping

SANS CONTINGENTEMENT L'INDUSTRIE VA PERDRE SON MARCHÉ

En février dernier, le tribunal anti-dumping canadien rendait public son rapport sur la chaussure de cuir, rapport qui contredit les affirmations du gouvernement fédéral quant aux capacités de la production canadienne de résister à la concurrence étrangère. En voici un extrait significatif:

“Les producteurs canadiens, malgré l'efficacité accrue de leur production, ne peuvent pas et ne pourraient pas soutenir la concurrence des prix basés sur les salaires très bas des ouvriers des pays nouvellement indus-

trialisés. Les chaussures de cuir importées de ces pays font maintenant directement concurrence aux chaussures canadiennes à prix moyens, qui représentent environ 90% de la production canadienne.

En l'absence de contraintes à l'importation, la capacité de l'industrie canadienne à conserver sa part actuelle du marché, soit la moitié de ce dernier, serait gravement menacée, et il est fort douteux que cette situation serait différente dans cinq ou dix ans.”

À la Dominion Textile

MADELEINE PARENT APPUIE LA CSN



Des travailleurs et travailleuses de Dominion Textile m'ont récemment informée de leur volonté de changer d'allégeance syndicale et m'ont invitée, non seulement à prendre position sur la question, mais également à apporter ma contribution à la réussite de leur entreprise.

J'ai accepté avec plaisir.

J'ai accepté parce qu'en tant que militante syndicale ayant toujours combattu le syndicalisme “collaborateur” qui prévaut malheureusement trop souvent dans les usines de textile et de vêtement, je ne peux qu'applaudir et encourager les travailleurs et travailleuses qui désirent prendre en mains le seul instrument de défense qui puisse leur appartenir en propre, leur syndicat.

Ces travailleurs et travailleuses de Dominion Textile à Valleyfield, Beauharnois, Saint-Jean, Magog, Sherbrooke, Montmorency et Montréal se plaignent de la détérioration continue de leurs conditions de travail, au point où elles leur font souvent penser à ce qui existait après la trahison des membres par la direction de l'union américaine, en 1952.

Sur le plan syndical, ils déplorent notamment l'absence de structures démocratiques et de vie syndicale

propres à leur permettre d'avoir une prise réelle sur les décisions qui les concernent et conséquemment à améliorer véritablement leurs conditions de travail et de vie.

En deux mots, ils accusent la CSD d'être inapte à répondre à leurs attentes à cause de sa philosophie, de ses pratiques et de ses moyens restreints. Ils cherchent donc à en sortir et pour ce faire, ils ont demandé à la CSN de les aider et de les accueillir dans ses rangs.

Pour ma part, j'ai la certitude que les travailleurs et travailleuses de Dominion Textile trouveront à la CSN les outils dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs: autonomie du syndicat, respect des décisions de la base, démocratie et liberté d'expression des membres, vie syndicale active grâce notamment à l'information et à la formation des membres, solidarité, combativité. Ce sont là des éléments moteurs fondamentaux pour l'amélioration véritable des conditions de travail et de vie des travailleurs et travailleuses et il m'apparaît évident que ce sont des réalités beaucoup plus concrètes à la CSN qu'ailleurs.

Madeleine Parent

Il y a un an...

À la même époque il y a un an, une mobilisation d'organisations syndicales, religieuses et populaires sans précédent permettait de recueillir 3212 paniers de vivres et la somme de \$199,455 pour aider les familles de 2,500 travailleurs forestiers en grève à passer des Fêtes un peu plus ensoleillées. Ce fut La Grande Corvée, une campagne de solidarité soutenue par les forces vives du peuple québécois. La CSN, la FTPF, les Syndicats des travailleurs de la CIP, de QNS et de Girardville remercient les syndicats CSN qui ont participé à La Grande Corvée et invitent les autres organismes à une rencontre "bilan et perspective" qui aura lieu le 7 janvier. Rappelons que le fonds de défense de la CSN a versé la somme de \$5,583,341 aux grévistes de la forêt pour soutenir leur lutte.

Le Syndicat canadien frappe un noeud à La Tuque

Pour une deuxième fois consécutive, le Syndicat canadien des travailleurs du papier a raté sa tentative de maraudage contre le syndicat CSN des travailleurs forestiers de la CIP à La Tuque.

Le commissaire du travail Robert Tremblay a rejeté la requête déposée le 29 septembre dernier, affirmant qu'en aucun moment il n'avait détenu la majorité absolue parmi les 1,500 travailleurs concernés. Lors du maraudage précédent, ceux-ci avaient voté en faveur de leur syndicat CSN dans une proportion de 83%.

Le Syndicat canadien est cette association qui, en juillet dernier, a demandé une in-

jonction à la Cour supérieure contre les officiers de sa section locale 258 dont les membres avaient majoritairement voté de s'en désaffilier.

Dans cette requête, le SCTP affirme lui-même que ses sections locales ne possèdent aucune autonomie en vertu des statuts "nationaux", qu'elles n'ont pas le pouvoir de négocier leur convention ni de décider de leurs règlements, que leurs officiers peuvent être révoqués par ceux du "national", que tous les biens de la section locale appartiennent au "national" et que rien dans les statuts ne permet à une section locale de se désaffilier du Syndicat canadien.



950 nouveaux membres à la CSN

Le Syndicat des travailleurs des Industries Valcartier (CSN) a déposé samedi le 28 novembre une requête en accréditation auprès du ministère du travail en vue de représenter les quelque 950 travailleurs de cette en-

treprise de la banlieue de Québec.

Ces travailleurs étaient membres des Métallos (FTQ) depuis 14 ans. Le dépôt s'est fait avec un nombre d'adhésions majoritaire.

Il s'agit du quatrième groupe d'importance au cours des dernières années à quitter les Métallos pour se joindre à la CSN.



Le projet de loi 31 sur le transport scolaire

DE NOUVELLES COUPURES QUI METTENT EN DANGER SYNDICATS ET EMPLOIS

Le ministre des Transports Michel Clair a déposé à l'Assemblée nationale le 30 novembre son projet de loi portant sur le transport scolaire; ce projet de loi vient dans la foulée du Livre blanc sur le même sujet déposé en octobre dernier.

Encore une fois, sous des aspects qui peuvent paraître positifs: remettre

l'administration du transport scolaire aux commissions scolaires et rendre plus accessible pour les citoyens la flotte de 8 285 autobus scolaires, le gouvernement québécois vise surtout un objectif principal, qui est de réduire les coûts du transport scolaire, avec les conséquences que cette opération ne manquera pas d'apporter au plan de la qualité.

cinquantaîne de délégués des 36 syndicats du transport scolaire affiliés à la CSN devaient prendre position face au projet de loi.

L'une des façons de procéder mise de l'avant par le ministère des transports consiste à fournir aux commissions scolaires une enveloppe fermée pour finan-

cer les coûts de transport des écoliers, en les invitant à disposer comme elles l'entendent des surplus qui pourraient apparaître...

Si le ministre Clair réussit dans sa tentative, il ne faudra pas se surprendre que la qualité de ce service, comme c'est le cas ailleurs, se dégrade.



La FESP réagit

Face à cette situation, la Fédération des employés des services publics (FESP) a dû réagir rapidement.

Le comité d'action politique a procédé à une étude exhaustive du livre blanc du ministère pour en dégager les principales orientations. Réunis à Québec le 7 novembre, les syndicats du transport de ce secteur se sont penchés sur la situation.

Une autre réunion s'est tenue le 28 novembre et samedi le 5 décembre, une



La réglementation actuelle régissant le transport scolaire au Québec date de 1974; il s'agit du règlement no 11, qui précise les normes minimales touchant la construction des véhicules, les modes de soumission, les taux fixes par régions administratives. Curieux oubli! Dans la liste des intervenants dressée à la fin du livre blanc, les syndicats et les employés ont été oubliés...



Coups et services à la population

LA FAS DEMANDE UNE RENCONTRE AVEC LE MINISTRE PIERRE-MARC JOHNSON

Le président de la Fédération des Affaires sociales, Donatien Corriveau et les 11 vice-présidents de la FAS ont demandé publiquement au nom de tous les 450 syndicats de la fédération de rencontrer le ministre Pierre-Marc Johnson dans les plus brefs délais.

La FAS estime que les propos mensongers du gouvernement qui persiste à faire croire à la population que les coupures s'effec-

tuent sans détérioration des services et sans perte d'emploi pour les salarié-es ne peuvent continuer.

Déjà, la semaine dernière, plus de 300 salarié-es ont reçu des avis de mises-à-pied et ce n'est qu'un début. Depuis le printemps dernier que la FAS tente d'obtenir des informations officielles sur les effets réels des coupures budgétaires, il est temps que le ministre les rende publiques.



Au CLSC Longueuil-Ouest UN ENTERREMENT DE PREMIÈRE CLASSE POUR LE SERVICE DE RADIOLOGIE



Les syndiqué-es du CLSC Longueuil-Ouest ont défilé dans les couloirs de l'établissement, jeudi le 3 décembre, pour porter au directeur-général le cercueil du service de radiologie qui a été fermé à cause des coupures budgétaires.

Cette manifestation n'avait rien de la rigolade. Elle traduisait la déception de la population desservie par le CLSC qui sera désormais privée de ce service dans un secteur où les services hospitaliers et de santé sont très déficients.

Les usagers ont participé à cet enterrement en apposant 3,000 noms sur une pétition demandant au gouvernement de mettre fin aux coupures de services.

Au CSS Montréal-métropolitain 24 HEURES DE DÉBRAYAGE CONTRE LES MISES-À-PIED ET LES COUPURES DE SERVICES.

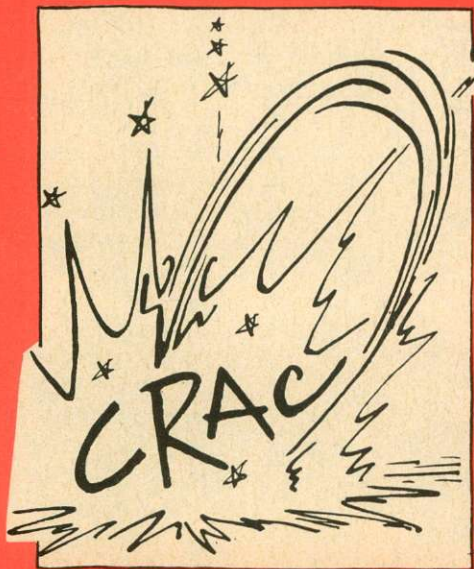
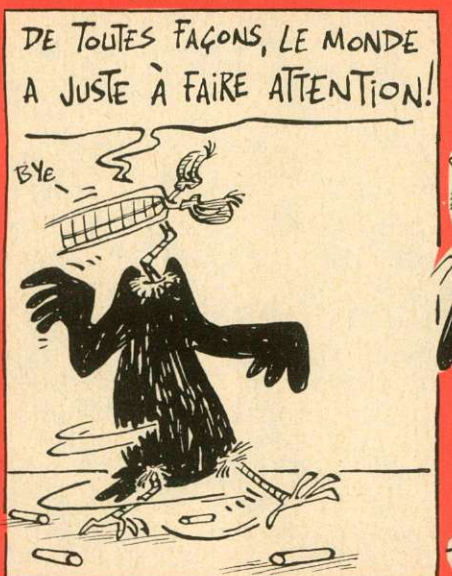
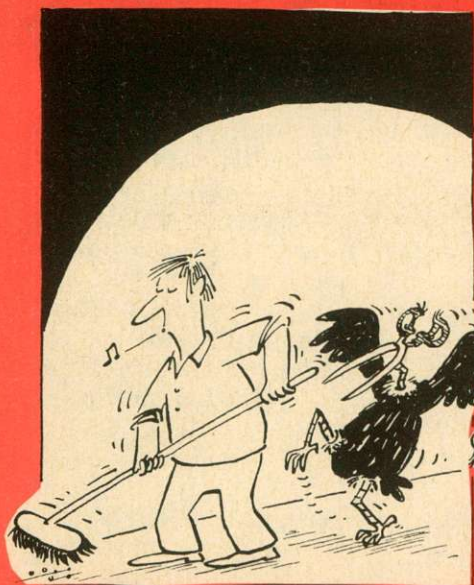


Les travailleurs et les travailleuses du Centre de services sociaux du Montréal-métropolitain ont occupé, le 1er décembre, les locaux du siège social du CSS pour protester contre les mises-à-pied. Déjà cinq salarié-es ont été remerciés de leurs services et 26 autres le seront au cours des prochains jours. S'ajoutent à ces mises-à-pied la fermeture de 135 postes auprès de la population qui n'ont pas été comblés.

En approuvant le plan de redressement du CSS-MM, le Ministère des Affaires sociales lui a demandé d'y faire figurer les montants couvrant l'indexation des salaires des employé-es pour l'année 1981 ainsi que d'augmenter la quantité des coupures. En outre, le MAS exige que des coupures additionnelles de \$4,2 millions soient opérées en 1982-83.

DANS LA SÉRIE LE GRAND VÔTOURRR:

LE GRAND VÔTOURRR MAL EMMANCHÉ



LARNOTTE ET "LE BARON NOIR"

...petites nouvelles...



Reynolds doit réintégrer les 11 travailleurs suspendus

Le juge-arbitre Raymond Leboeuf a ordonné à la multinationale de réintégrer à leur emploi et avec pleine compensation les 11 travailleurs qu'elle avait suspendus lors du retour au travail qui a suivi le lock-out de plus d'un an au Cap-de-la-Madeleine. Cette décision a cependant été rendue au début du mois de novembre et la compagnie ne s'y est pas encore conformée. Elle avait pourtant signé le protocole de retour au travail qui lui interdisait de telles suspensions. On peut se demander si une compagnie comme ça a une parole.

...

Nouveaux débrayages dans les garages des Cantons de l'Est

Devant la lenteur de l'évolution des négociations de la convention collective entre le front commun syndical CSN et les concessionnaires d'automobiles, les travailleurs des régions de Thetford, Sherbrooke et Victoriaville ont décidé de procéder à un après-midi d'étude, le 2 décembre.

La convention collective est expirée depuis le 30 septembre dernier et les négociations ne progressent qu'à pas de tortue.

Les offres présentées par

les employeurs ont toutes été jusqu'à maintenant, jugées insuffisantes par les travailleurs.

Au début de la semaine, ceux-ci ont à nouveau rejeté les dernières offres patronales dans une proportion de 75.9 pour cent. Ces offres ne comportaient aucune augmentation réelle de salaire et la clause d'indexation proposée ne couvrirait pas entièrement l'augmentation du coût de la vie.

Le comité syndical de négociation a fait parvenir un télégramme à la partie patronale l'informant de sa disponibilité à poursuivre la négociation.

...

Des employé-e-s qui ne sont pas payé-e-s

Parce que le CLSC SOC, de Sherbrooke, refuse de couper les services à la population, le Ministère des Affaires sociales et le conseil du trésor refusent de lui avancer les sommes nécessaires à son fonctionnement. En conséquence, les employé-e-s ne sont plus payé-e-s depuis le 19 novembre. La FAS et le syndicat ont demandé au ministre Johnson d'intervenir au plus tôt.

...

Suspensions au Hilton-Québec

Le syndicat des travailleurs de l'Hôtel Hilton de Québec a tenu une manifestation devant l'édifice de leur employeur le 27 novembre dernier pour protester contre la suspension de deux délégués syndicaux et la lenteur de l'Hôtel Hilton à régler les nombreux griefs en suspens. L'un de ces griefs est parti-

culièrement important pour les employé(e)s. Il porte sur le paiement des congés fériés, de maladie et autres congés payés. Cette manifestation a coïncidé avec le début d'une importante rencontre gastronomique.

...

Local de grève saccagé

Le syndicat des grévistes des Abattoirs Z. Billette de St-Louis de Gonzague va entreprendre des poursuites judiciaires contre deux individus qui ont complètement saccagé leur local de grève dans la nuit de vendredi à samedi, les 27 et 28 novembre derniers. Quelques instants après leurs coup, les deux individus se sont présentés dans une maison de St-Louis de Gonzague pour se laver les mains. Fier de son exploit, le plus jeune des deux s'empressa de raconter son aventure, mais chose qu'il ignorait, il s'adressait à la trésorière du syndicat en grève. La Sûreté du Québec a été appelée sur les lieux pour constater les dégâts. L'un des deux vandales a été confié à l'Office de la protection de la jeunesse, étant donné qu'il n'a pas 18 ans.

...

À St-Pascal: une fermeture sans raison

À St-Pascal de Kamouraska, les employé(e)s de La Tannerie Canadienne ne croient pas que la menace de fermeture de leur employeur soit fondée. "C'est le patron lui-même, George Anderson qui décidait de fermer son entreprise le 13 octobre dernier et maintenant il tente de laisser croire à l'opinion publique que ce sont les employé(e)s qui empêchent l'usine de produire". Telle est la déclaration faite par le responsable de la négocia-



Pour une politique de marine marchande

Le vice-président de la CSN, M. Pierre Mercille, a

...petites nouvelles...

tion, France Chantal, qui précise que la Tannerie Canadienne a reçu d'importantes subventions tant du provincial, par le biais de la Société de Développement Industriel, que du fédéral, via la Banque Fédérale de Développement, pour faire fonctionner ses installations.

Par cette menace, la société de gestion Martin and Stuart tente de faire accepter aux travailleurs et travailleuses une remise en question de leurs droits acquis, telle l'ancienneté. Réuni(e)s en assemblée générale, les membres du syndicat de la Tannerie Canadienne ont décidé de maintenir les demandes de façon à obtenir des conditions de salaires décentes et une formule d'indexation qui corresponde réellement à l'augmentation du coût de la vie.

Les professeurs et enseignants en ont assez

Les professeurs et enseignants membres de la CSN et de la CEQ se sont unanimement retirés des ateliers sur le financement du secteur universitaire organisés par le ministre Camille Laurin. Les enseignants et professeurs trouvent qu'il est inadmissible de discuter de cette question avec un représentant du gouvernement alors qu'il coupe les subventions dans le domaine de l'enseignement, ce qui implique une forte réduction du personnel enseignant, surtout dans les Universités.

La semaine dernière seulement, plusieurs enseignant(e)s d'universités ont reçu des avis de mises à pied pour le premier juin

82, en particulier à Sherbrooke et Montréal. Ces coupures ne sont que partielles puisque que d'autres réductions de budgets sont attendues au cours des prochains mois.

L'UQAM est particulièrement touchée, elle qui assume une grande partie du fardeau de la démocratisation de l'enseignement universitaire. On sait que cette institution est menacée de faillite actuellement.

Au CLSC Seigneurie de Beauharnois: 35% des postes abolis

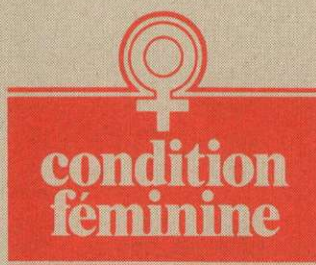
Voilà sans doute le CLSC le plus durement touché par les coupures imposées par le Ministère des Affaires sociales et le conseil du trésor québécois: 35% des postes ont en effet été abolis. Lors de l'assemblée annuelle des usagers du CLSC, le 1er décembre, ces derniers ont exprimé leur désapprobation face à des coupures qui ont amené une diminution des services aux personnes âgées, aux handicapés ainsi qu'aux familles en difficulté. En tout, plus de 20 employé-e-s ont été mis-à-pied.



Une première convention à la scierie Camille Richard

Le Syndicat des Travailleurs de la Scierie Camille

Richard (CSN), de Beattyville, a réussi à négocier une première convention collective de travail qui octroie d'importantes augmentations salariales et le versement d'environ \$1,450 en rétroactivité à chaque salarié. C'est le 25 novembre dernier que la centaine de travailleurs de la scierie se sont prononcés en faveur de l'acceptation de l'entente de principe intervenue avec l'entreprise, en la présence du conseil de médiation-arbitrage du ministère du travail québécois. Le salaire de ces travailleurs augmentera de \$3.90/l'heure au cours des trois années du contrat de travail, dont \$1.70 la première année. Le syndicat a déclaré qu'il sera vigilant pour faire respecter son contrat de travail.



Action positive: une première au Canada

C'est lundi, le 7 décembre, que nous saurons si l'on peut "légalement" mettre de l'avant des programmes d'action positive. En effet, le tribunal doit se décider ce matin-là s'il impose ou non un programme d'action positive pour l'emploi des femmes dans les métiers au Canadien National. Ce serait une première au Canada. Action Travail des Femmes qui

portent ce dossier, nous fera connaître la suite. Action Travail des Femmes - 2515, rue Delisle, Montréal H3J 1K8 - tél.: 932-4524.

Le forum des femmes de l'Aneq

Les 6, 7, et 8 novembre avait lieu, à l'Université Laval, le forum des femmes de l'Association Nationale des Étudiants du Québec. Une soixantaine de femmes s'étaient données rendez-vous; quatorze associations étudiantes avaient délégué des participantes.

Le débat fût ouvert par une militante du Comité Laure Gaudreault de la CEQ qui fit un exposé sur le militantisme des femmes dans les syndicats et sur la vie privée des femmes dans la société en général. Pendant les trois jours, les discussions dans les ateliers portèrent sur la santé des femmes, les femmes et l'information, les ghettos de femmes dans l'éducation et au travail, les garderies, la vie privée des militantes et des femmes aux études.

Au coeur des débats, cependant, la question de la présence des femmes à l'intérieur de l'ANEQ.

La question posée: "Comment les femmes peuvent-elles faire entendre leur point de vue à l'intérieur de l'ANEQ?"

Ce qui en ressortit, finalement, fût la nécessité pour les femmes de l'ANEQ de se regrouper, de mettre sur pied un mode de rencontre et de concertation. À suivre.

contre la constitution de Trudeau

UN FRONT NATIONAL QUÉBÉCOIS

Au moment même où, à Ottawa, la Chambre des Communes adoptait une constitution à laquelle le Québec n'est pas partie, un front national québécois, constitué de la CSN, de la FTQ, de la CEQ, de la SSJB de Montréal et de l'Association québécoise des professeurs de français dénonçait, en conférence de presse, "ce projet que le Canada anglais veut nous imposer".

"Nous appelons toutes les forces vives du Québec, ont déclaré solennellement les présidents de ces organismes, nous appelons tous les Québécois et toutes les Québécoises à s'unir pour défendre nos intérêts nationaux menacés et pour que tous ensemble, nous rejetions ce projet qui contient peut-être la constitution du Canada anglais mais qui, de toute évidence, n'est pas, ne peut être et ne sera pas notre constitution".

Ce large appel ajoutait qu'il était devenu impérieux de sortir le processus

constitutionnel du huis clos, qui sert si bien le Canada anglais, pour le remettre sur la place publique où l'on trouvera l'inspiration, la force et l'appui du pays profond.

Quant à la motion que vient de faire adopter à l'Assemblée nationale le gouvernement péquiste, les organismes syndicaux populaires la jugent, dans leur déclaration conjointe, trop exclusivement défensive. "Elle est en deçà des exigences de l'histoire et des besoins de notre peuple".



"À partir de maintenant, le débat public doit porter sur une constitution québécoise. Les couches populaires doivent s'appropriier ce débat." — Norbert Rodrigue

UN APPEL À L'UNITÉ

POUR FAIRE FACE À LA CRISE

La CSN a lancé un appel à l'unité pour faire face à la crise économique. C'est dans cette perspective que le prochain conseil confédéral qui se tiendra les 10, 11 et 12 décembre sera élargi aux groupes populaires et aux autres organismes syndicaux afin de dégager des revendications prioritaires et un plan d'action syndical de riposte.

"Les analyses économiques que nous avons effectuées depuis 4 mois

nous démontrent que la situation générale est devenue catastrophique pour les travailleurs et les travailleuses", a déclaré le président Norbert Rodrigue en conférence de presse mercredi.

Le mouvement syndical et toutes les voix organisées au Québec doivent s'unir pour préserver les acquis et reconquérir les droits perdus par l'application des politiques réaganistes des gouvernements.

il faudra lutter

OTTAWA PRÉPARE LE GEL DES SALAIRES

"Ottawa prépare la population à un gel des salaires", a déclaré le président Norbert Rodrigue.

Ce dernier en veut pour preuve la récente déclaration du président de la Banque du Canada, Gérald Bouey, qui entend maintenir les taux d'intérêts élevés et demande aux travailleurs de se serrer la ceinture.

"Nous continuerons de lutter farouchement contre ces attaques", a affirmé le président de la CSN.